

**Fonction publique.** Les personnels des Finances se sont réunis hier, avec leurs syndicats CGT.

# Non « Bercy » à la réforme du ministère

■ Une bonne centaine de fonctionnaires du ministère des Finances se sont réunis hier matin, rue Borde à Marseille, à l'invitation de leurs syndicats et de leur fédération CGT.

Parmi eux, des agents des Douanes, du Trésor, de la Concurrence et de la consommation, et des Impôts. En présence de responsables nationaux de leurs syndicats, ils ont débattu de la réforme de l'Etat et de celle du ministère, dont de l'évolution des rapports entre la Direction générale

des impôts et de la comptabilité publique. La fusion annoncée par Sarkozy inquiète en effet les personnels, à la fois en tant que fonctionnaires, et en tant qu'agents des impôts ou du trésor public. Les inquiète tant au niveau de leurs emplois qu'à celui de leurs missions.

Pour la fédération CGT des Finances, indique Patricia Téjas, sa secrétaire dans les Bouches-du-Rhône, il s'agit de prendre le contre pied des projets présidentiel et gouvernemental de « re-

*mettre la fonction publique et le ministère des Finances, dans les lieux où s'expriment les besoins* ». A savoir dans les zones rurales et dans les quartiers de Marseille. En clair, « *ce n'est pas au public d'aller vers l'administration, mais à celle-ci, d'aller vers le public* ». D'où la revendication de la réinstallation des Douanes à La Ciotat, et celle de la présence de la Banque de France dans les communes en raison de la montée du surendettement.

A l'opposé de ce qui se prépare, note Frédéric Larrivée, secrétaire général du syndicat CGT du Trésor. Dans les « *zones urbaines* », explique-t-il, on irait vers « *des fusions entre des trésoreries et des centres des impôts* ». D'où le déplacement des premières vers les seconds avec, pour les contribuables, des déplacements, et l'allongement des attentes. Dans le réseau dit « *rural* », ce serait la fermeture de Port-de-Bouc et d'Eyguières, et à terme, celle de toutes les trésoreries dont l'effectif actuel n'atteint pas la douzaine d'agents. Dans ce cadre, Orgon, Saint-Rémy, Trets, Lambesc, Miramas, Vitrolles, Berre, sont dans le collimateur des fermetures ou des fusions.

A ces projets, la CGT oppose un projet alternatif, permettant de « *rapprocher les missions des citoyens* ». Dans cette perspective, elle demande une véritable négociation avec les élus locaux et les usagers. Autant de raisons qui conduisent la fédération CGT des Finances et ses syndicats à s'inscrire dans la préparation de la journée nationale d'action, de manifestations et de grèves du 20 novembre dans la Fonction publique.

CHRISTIAN CARRERE